

Francesco Rossolillo

Senso della storia e azione politica

II. La battaglia per la Federazione europea

a cura di Giovanni Vigo

Società editrice il Mulino

Ce qu'il en coûte de ne pas avoir l'Europe

Après les années des vaches grasses, du moins en France et en Italie, sont venues celles des vaches maigres. Nous connaissons de nouveau les phénomènes de l'inflation, nous détectons des pointes de récession, des opinions pessimistes se répandent. Le vent du «miracle» ne souffle plus. Il est caractéristique en premier lieu, que les difficultés économiques qui se sont manifestées en France et en Italie, et qui ont avant tout été combattues dans ces deux pays par des mesures exclusivement françaises et italiennes, aient fini par donner lieu à des interventions européennes dans le cadre du Marché commun.

Etant donné qu'il y a d'un côté les Etats, avec leur souveraineté absolue, de l'autre l'unité européenne de fait dans le domaine de la défense et de l'économie, la vie politique est pendulaire. On part toujours de décisions nationales et on aboutit toujours à des décisions européennes, si imparfaites soient-elles. C'est ce qui s'est encore produit au sujet des récentes difficultés économiques. Après les plans des différents gouvernements, est venu celui de la Cee présenté par Marjolin. Il s'agit d'un ensemble de propositions tendant à faire adopter par les Etats de la Cee des mesures de caractère déflationniste. On recommande en particulier de freiner l'augmentation des budgets des Etats, d'augmenter les tarifs des services publics, de discipliner les crédits, de modérer l'augmentation des salaires et, dans certains cas, de renforcer la pression fiscale et de limiter les investissements.

Des mesures de ce genre ne pourraient pas faire l'objet de commentaires de notre part si elles étaient dues à un excédent général de la consommation par rapport aux possibilités de production de l'économie européenne et, par conséquent, si la politique anticonjoncturale n'avait pour objectif que d'adapter la consommation à la production et le rythme des investissements au

rythme de la formation de l'épargne, éloignant ainsi la menace d'inflation sans ralentir le développement de l'économie.

Mais les faits semblent démontrer le contraire. Pour tous les Etats de la Cee, sauf pour l'Italie et, en partie, pour la France, l'inflation que l'on tente de combattre n'est pas un phénomène local mais «importé». Ce n'est qu'en Italie, et en partie en France, au début, que l'on observa un excédent de la consommation par rapport à la production, donc une tendance à l'inflation. Le phénomène en question se limitait à ces deux pays et n'assumait pas de dimensions européennes.

L'excédent de la demande par rapport à l'offre, en Italie et en France, détermina évidemment une augmentation des importations de ces deux pays, lesquelles, en raison des faibles droits de douane intérieurs, intéressèrent pour la plupart les autres pays de la Cee. Dans ces derniers la grande quantité de devises étrangères reçues en paiement du surplus de marchandises exportées, transformée en monnaie nationale, donna naissance à un excédent des moyens de paiement sur le marché national, et par conséquent, là aussi, à une poussée inflationniste.

On en arrive enfin à cette donnée absurde. Alors que dans certains Etats, particulièrement en France et en Italie, la poussée inflationniste est accompagnée d'un excédent des importations sur les exportations, dans d'autres pays, en particulier en Allemagne, elle s'accompagne d'un excédent des exportations sur les importations.

Que signifie ce phénomène? Tout d'abord il faut observer que, considéré en dehors de l'élément monétaire, ce déséquilibre aurait eu un caractère normal. Il aurait été semblable à ceux qui, lorsqu'ils se produisent sur un marché national à monnaie unique, non seulement ne provoquent pas d'inflation mais correspondent à des faits normaux de croissance. Le développement économique se réalise justement à travers le déplacement de facteurs productifs d'un emploi à l'autre et d'une zone à l'autre, soit qu'on laisse ces déplacements se faire selon leur jeu spontané, soit qu'on les corrige plus ou moins profondément, ou qu'on les compense tout-à-fait, mais de toute façon sans effets déflationnistes, grâce à une politique économique opportune.

Il faut encore observer que, s'il existait déjà un gouvernement européen, l'augmentation de la demande que l'on a enregistré en

Italie et en France aurait été satisfaite par les capacités productives inutilisées des autres pays de la Cee et que le tout se serait réduit à une augmentation du produit national brut européen; ou bien le gouvernement européen se serait occupé de soutenir la production italienne et française dans les secteurs où le déséquilibre se serait manifesté, sans déterminer pour autant des effets inflationnistes ni la contraction générale du développement qui s'en est suivie.

Mais dans la zone du Marché commun il n'y a pas un gouvernement unique, il y en a cinq (plus celui du Luxembourg), chacun avec son régime monétaire propre. Il en résulte que le déséquilibre entre l'offre et la demande dont nous venons de parler s'est traduit, à travers une série de réactions en chaîne, par un déséquilibre monétaire. Là est la différence. Dans un véritable marché (une seule monnaie, une seule volonté politique, un seul gouvernement doté de la compétence monétaire, etc..., une seule infrastructure politique, juridique et administrative), l'augmentation de la demande, comme nous venons de le voir, aurait été équilibrée par une augmentation de l'offre, sans aucune conséquence monétaire. Mais, comme l'augmentation de la demande concernait principalement certains pays, et que celui de l'offre en concernait d'autres, cela a provoqué dans notre prétendu Marché commun (union douanière plus la prétendue union économique entre six infrastructures politiques, juridiques et administratives différentes, manque d'union politique et par conséquent monnaies indépendantes etc...) l'augmentation des prix, due tant au résidu de protection douanière qu'au fait que l'offre étrangère (étrangère parce qu'elle appartient à un autre Etat et non pas pour des motifs économiques) ne pouvait pas satisfaire la demande intérieure avec la rapidité et l'efficacité de l'offre nationale.

Mais l'inflation, même quand elle a une cause politique, devient de toute façon un facteur économique. Pour éviter ses conséquences économiques il faut l'arrêter en prenant des mesures économiques. Et si on ne peut pas l'arrêter en stimulant la production, il faut l'arrêter en restreignant la consommation, c'est-à-dire, en dernière analyse, en freinant la production. Théoriquement on peut soutenir que les gouvernements français et italien auraient pu l'arrêter en stimulant la production, mais quand les économistes font des raisonnements de ce genre ils

supposent l'existence de gouvernements parfaits, alors que par définition les gouvernements sont imparfaits. De fait le gouvernement français et le gouvernement italien ont cherché à arrêter l'inflation en donnant un coup de frein au développement de la production. De fait Marjolin a élaboré un plan qui présente le même caractère. Et de fait, pour un gouvernement européen, le problème ne se serait même pas posé, ou du moins il n'aurait pas revêtu l'aspect d'un problème également monétaire, il n'aurait consisté qu'à soutenir la production dans certains secteurs de l'économie française et italienne et ne se serait pas du tout présenté comme un problème intéressant l'économie française et l'économie italienne tout entières.

La conjoncture française et celle de l'Italie, considérées chacune en soi, n'étaient pas de nature telle qu'elles rendaient nécessaire un coup de frein sur le développement de la production. Mais ce coup de frein est devenu nécessaire pour une raison politique: la division de la zone du Marché commun en six Etats souverains.

Voilà la raison pour laquelle le Marché commun se trouve dans l'impossibilité de garantir aux Européens un développement économique harmonieux. La Commission du Marché commun ne peut que recommander une série de politiques de stagnation économique, là où le gouvernement de la Fédération européenne aurait facilement pu maintenir un niveau élevé de développement de la production. Il n'est pas nécessaire de souligner la gravité que peuvent assumer les politiques nationales anticonjoncturales: en Italie on recommence à parler de chômage et de sous-emploi tandis que la droite accuse la gauche d'avoir détruit le plein emploi. Une fois de plus, et d'une façon de plus en plus évidente, émerge la profonde contradiction des Etats nationaux européens, dans leur tentative désespérée de concilier l'anachronique survivance de leur souveraineté absolue avec les exigences de l'économie moderne.